



## Conseil économique et social

Distr. générale  
6 mai 2016  
Français  
Original : anglais

---

### Session de 2016

24 juillet 2015-27 juillet 2016

Point 15 de l'ordre du jour

### Coopération régionale

## Situation économique et perspectives de l'Amérique latine et des Caraïbes pour la période 2015-2016

### Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de communiquer ci-joint un rapport sur la situation économique et les perspectives de l'Amérique latine et des Caraïbes pour la période 2015-2016.



## Situation économique et perspectives de l'Amérique latine et des Caraïbes pour la période 2015-2016

[Original : anglais et espagnol]

### *Résumé*

Le ralentissement de la croissance économique constaté dans la région au cours des cinq dernières années s'est accentué, comme en témoignent les pires résultats enregistrés depuis 2009. Le produit intérieur brut (PIB) de la région d'Amérique latine et des Caraïbes s'est contracté de 0,5 % en 2015, entraînant une baisse de 1,6 % du PIB par habitant. Au-delà des composantes propres aux résultats économiques de chaque pays, ce recul de la région s'explique par des facteurs extérieurs tels que le déclin de la croissance mondiale et la baisse des prix des produits de base, ainsi que le climat d'incertitude et la volatilité qui caractérisent les marchés financiers internationaux.

Bien qu'il ait diminué en valeur nominale, le déficit du compte courant en pourcentage du PIB s'est creusé, atteignant 3,3 % en 2015, en raison de la baisse du PIB régional mesuré en dollars. Compte tenu du climat d'incertitude et de la volatilité qui ont régné sur les marchés financiers tout au long de l'année, les entrées de capitaux dont a bénéficié la région en 2015 n'ont pas suffi pour couvrir le déficit du compte courant de la balance des paiements et il a fallu puiser dans les réserves internationales pour le combler.

Malgré une demande extérieure molle, les exportations nettes ont eu une incidence positive sur la croissance du fait du faible volume des importations. En revanche, la demande intérieure a eu un impact négatif sur la croissance du PIB en raison de la contraction de la consommation privée et de la formation brute de capital fixe. Comme l'activité économique en général, les diverses composantes de la demande globale ont été nettement différenciées par sous-région. En termes de croissance du PIB, l'Amérique du Sud a enregistré les moins bons résultats (contraction de 1,7 %) et l'Amérique centrale les meilleurs (expansion de 4,4 %).

L'inflation a en moyenne augmenté, mais selon des schémas différents dans le nord et dans le sud de la région. La chute des cours internationaux de l'énergie et des denrées alimentaires a aidé à ralentir l'inflation en Amérique centrale, mais les dépréciations monétaires ont eu des effets inflationnistes en Amérique du Sud.

Contrairement à la situation de 2014, la baisse des taux d'emploi a fait grimper les taux de chômage, tandis que la composition de l'emploi se dégradait un peu plus. Dans l'ensemble, les salaires réels ont enregistré de légères augmentations, sur fond de conditions d'emploi généralement plus dégradées et de tendances différenciées de l'inflation.

Pour la première fois depuis 2009, tous les pays d'Amérique latine affichent des déficits budgétaires, mais le niveau des recettes budgétaires et des dépenses a été considérablement plus élevé en 2015. Au cours de la même année, les gouvernements centraux ont enregistré en moyenne un déficit primaire de 1,1 % du PIB et un déficit global (comprenant la charge de la dette) de 3,1 % du PIB. Sur le front des monnaies et des taux de change, la nouvelle conjoncture internationale, avec notamment la chute des cours des produits primaires, la volatilité croissante des marchés financiers internationaux entraînant des dépréciations brutales de certaines monnaies, ainsi que l'orientation des prix sur les marchés intérieurs, ont restreint la marge de manœuvre dont disposaient certaines banques centrales et dont ont donc bridé l'action. Un certain nombre de pays ont réformé leur système financier pour accompagner leurs politiques monétaires et de change.

En 2016, l'économie de la région n'a pas rebondi et, dans un contexte de faiblesse persistante de l'économie mondiale, le PIB régional devrait se contracter de 0,6 % globalement, malgré des écarts considérables entre les résultats des différents pays pris individuellement.

## Introduction

1. En 2015, la région a enregistré globalement son pire ralentissement de croissance depuis 2009, bien qu'à des degrés différents selon les pays. Le produit intérieur brut (PIB) de la région d'Amérique latine et des Caraïbes s'est contracté de 0,5 % en 2015, entraînant une baisse de 1,6 % du PIB par habitant. Ce résultat s'explique principalement par une conjoncture extérieure défavorable caractérisée par une croissance mondiale faible et la morosité encore plus marquée du commerce mondial tiré par la Chine, par le déclin continu des prix des produits de base et la forte volatilité des marchés financiers internationaux. Des facteurs intérieurs précis expliquent l'écart des résultats économiques enregistrés par les différents pays. Dans l'ensemble, les performances sont très inégales selon les sous-régions, les pays situés dans le sud s'en tirant clairement moins bien que ceux du nord.

2. Le déficit du compte courant en pourcentage du PIB s'est creusé, atteignant 3,3 %. Malgré une demande extérieure molle, les exportations nettes ont eu un effet positif sur la croissance en raison du faible volume des importations. En revanche, la demande intérieure a contribué négativement à la croissance du PIB car la consommation privée et la formation brute de capital fixe ont diminué. La chute des cours de l'énergie et des denrées alimentaires sur les marchés internationaux a aidé à ralentir l'inflation en Amérique centrale, mais les dépréciations monétaires ont eu des effets inflationnistes en Amérique du Sud. Contrairement à la situation de 2014, la baisse des taux d'emploi a fait grimper les taux de chômage dans la région, et la composition de l'emploi s'est encore détériorée.

3. Pour la première fois depuis 2009, tous les pays d'Amérique latine affichent des déficits budgétaires, mais le niveau des recettes budgétaires et des dépenses a été considérablement plus élevé en 2015. Sur le front des monnaies et des taux de change, la conjoncture internationale, avec notamment la chute des prix des produits primaires et la volatilité accrue des marchés financiers internationaux, qui provoque des dépréciations brutales de certaines monnaies, ainsi que l'orientation des prix sur les marchés intérieurs, ont restreint la marge de manœuvre de certaines banques centrales, dont elles ont donc bridé l'action.

4. En 2016, l'économie de la région n'a pas rebondi et, dans un contexte de faiblesse persistante de l'économie mondiale, le PIB régional devrait reculer de 0,6 % globalement, malgré des écarts considérables entre les résultats des différents pays pris individuellement.

### A. Le secteur extérieur

5. La croissance économique mondiale a ralenti de 2,6 % en 2014 à 2,4 % en 2015, soit une baisse de 0,2 point de pourcentage qui a entraîné un freinage brutal du commerce mondial. Ce résultat s'explique par le ralentissement des pays en développement, avec un taux de croissance de 3,8 % en 2015 contre 4,3 % en 2014, la Chine notamment ayant affiché une croissance de moins de 7 % pour la première fois depuis 1990 (6,9 % en 2015). À l'inverse les pays développés, dont la croissance est toujours beaucoup plus lente que celle des pays en développement, ont connu une certaine reprise ces dernières années, avec un taux de croissance passé de 1,7 % en 2014 à 1,9 % en 2015.

6. La forte baisse des prix des produits de base dans le monde s'est répercutée sur les prix moyens à l'exportation dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Les produits de base représentent une grande partie des exportations de la région, de sorte que la baisse des cours de la plupart d'entre eux a eu une incidence significative sur leur prix à l'exportation. Le tableau 1 illustre les variations de l'indice des prix à l'exportation des produits de base en Amérique latine<sup>1</sup>, avec une baisse de l'indice général de 29 % par rapport à 2014. La chute des cours du pétrole est à l'origine de cette baisse (-47 %), ainsi que celle des minerais et des métaux (-23 %), et des produits agricoles (-16 %).

7. Les cours des produits de base devraient de nouveau baisser en 2016, mais moins brutalement qu'en 2015, d'où probablement une nouvelle détérioration globale des prix à l'exportation dans la région (voir tableau 1)<sup>2</sup>.

Tableau 1

**Amérique latine : variations annuelles de l'indice des prix à l'exportation des produits de base, 2015<sup>a</sup>-2016<sup>b</sup>**

(En pourcentage)

	2015	2016
<b>Produits agricoles</b>	-16	-5
Produits alimentaires, boissons tropicales et oléagineux	-18	-6
Produits alimentaires	-15	-5
Boissons tropicales	-21	-8
Huiles et oléagineux	-22	-7
Matières premières forestières et agricoles	-6	-3
<b>Minerais et métaux</b>	-23	-11
<b>Énergies</b>	-42	-22
Pétrole brut	-47	-25
Dérivés	-27	-17
Charbon	-18	-13
Gaz naturel	-40	-17
<b>Total produits de base</b>	<b>-29</b>	<b>-13</b>
<b>Total produits de base hors énergies</b>	<b>-19</b>	<b>-6</b>

Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), d'après les chiffres fournis par Bloomberg, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et le service de recherche du magazine *The Economist*.

<sup>a</sup> Estimations.

<sup>b</sup> Prévisions.

<sup>1</sup> La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) a établi cet indice des prix à l'exportation des produits de base, qui pondère les groupes de produits selon leur part dans le panier des exportations de la région.

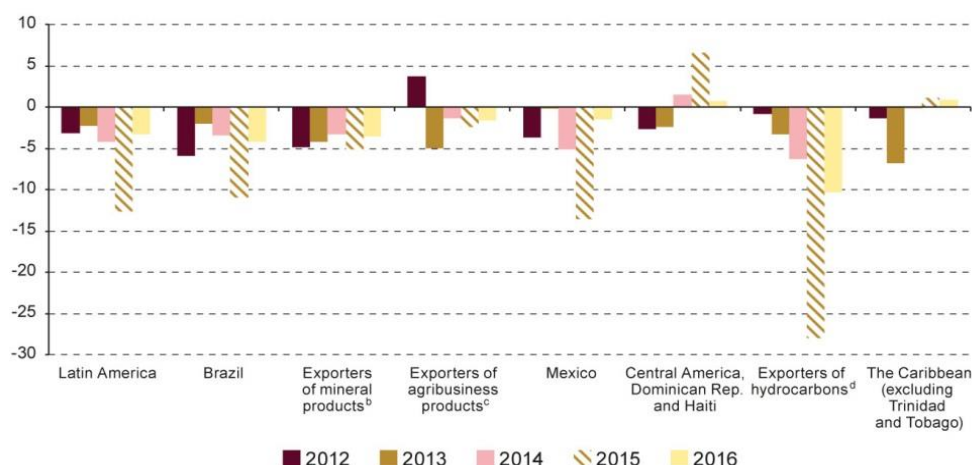
<sup>2</sup> En effet, même si les niveaux actuels venaient à se rétablir, cela ne serait pas suffisant pour permettre une progression des indices moyens en 2016 par rapport à leurs niveaux de 2015.

8. L'incidence de la baisse des prix des produits de base sur les termes de l'échange de chaque pays varie selon la part des différents produits dans les paniers d'importations et d'exportations. Selon les estimations, les termes de l'échange pour la région se sont détériorés de près de 13 % en 2015 et pour la quatrième année consécutive (voir fig. 1).

Figure 1

**Amérique latine et Caraïbes (pays et groupes de pays retenus) :  
taux de variation des termes de l'échange, 2012-2016<sup>a</sup>**

(En pourcentage)



Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), d'après les chiffres officiels.

<sup>a</sup> Les chiffres donnés pour 2015 et 2016 sont des estimations et des projections, respectivement.

<sup>b</sup> Chili et Pérou.

<sup>c</sup> Argentine, Paraguay et Uruguay.

<sup>d</sup> République bolivarienne du Venezuela, Colombie, Équateur, État plurinational de Bolivie et Trinité-et-Tobago.

9. Les pays d'Amérique centrale, ainsi que la République dominicaine et Haïti, ont bénéficié de la chute des cours des produits énergétiques, dont ils sont de grands importateurs nets. Pour ce groupe, les termes de l'échange ont progressé de 7 %. Il en a été de même pour les pays des Caraïbes importateurs de carburant et de denrées alimentaires (tous les pays des Caraïbes à l'exception de Trinité-et-Tobago), où les termes de l'échange ont augmenté de 1 % en 2015.

10. En revanche, les pays les plus touchés par l'évolution des prix du commerce extérieur au cours de l'année ont été ceux qui exportent principalement des hydrocarbures (République bolivarienne du Venezuela, Colombie, Équateur, État plurinational de Bolivie et Trinité-et-Tobago) ; leurs termes de l'échange ont chuté de 28 % en 2015. Au Brésil, les termes de l'échange ont diminué de 11 %, en raison d'un panier d'exportations majoritairement composé de produits dont les cours ont dévissé cette année (les métaux, en particulier le fer, avec une chute de 42 % en 2015, et les denrées alimentaires, telles que les fèves de soja et le sucre, avec une baisse de plus de 20 %). Au Mexique, les termes de l'échange ont diminué de 14 %. Bien que le pays exporte principalement des biens manufacturés vers les États-Unis,

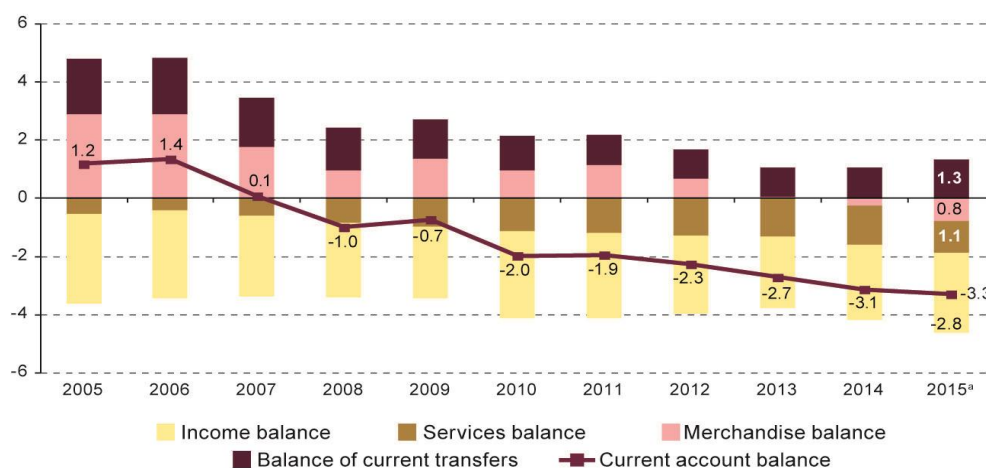
il est aussi exportateur net de pétrole brut, et ses prix à l'exportation ont subi un choc majeur. Les termes de l'échange ont diminué de 5 % dans les pays qui exportent principalement des minerais et des métaux, et de 2% dans le groupe exportateur de produits agroalimentaires. Dans plusieurs de ces pays, la baisse des prix à l'exportation a été en partie contrebalancée par celle du prix des importations de produits énergétiques, d'où une détérioration moins marquée des termes de l'échange.

11. En 2015, le déficit du compte courant de la balance des paiements de la région a diminué en valeur nominale, passant de 183 à 160 milliards de dollars. Néanmoins, cette amélioration a été contrebalancée par la baisse du PIB régional mesuré en dollars, de sorte que le déficit s'est creusé en 2015 pour atteindre 3,3 % du PIB, soit deux dixièmes de point de pourcentage de plus que l'année précédente (voir fig. 2).

Figure 2

**Amérique latine (19 pays): compte courant de la balance des paiements par composante, 2005-2015**

(En pourcentage du PIB)



Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), d'après les chiffres officiels.

<sup>a</sup> Les chiffres donnés pour 2015 sont des estimations étant donné que tous les pays n'ont pas encore publié leurs données pour l'ensemble de l'année.

12. La balance des biens est une des composantes du compte courant qui s'est fortement dégradée : de 14 milliards de dollars en 2014, son déficit est passé à 38,7 milliards de dollars en 2015. Il s'agit là de la deuxième année consécutive de déficit, une situation inédite depuis 2001. Cette dégradation s'explique par la forte baisse de la valeur des exportations de la région (de 14 %) ainsi que par le déclin des importations (de 11,5 %), dont l'ampleur absolue n'a pas été suffisante pour compenser la chute des exportations en 2015.

13. Cette diminution des exportations s'explique principalement par la chute des prix à l'exportation en Amérique latine (-19,5 %). La baisse de la valeur des importations est imputable à une baisse des prix de 8 %, principalement pour les

produits énergétiques, et à une réduction des volumes de 4 % du fait du niveau modéré de l'activité dans plusieurs économies de la région (voir fig. 3).

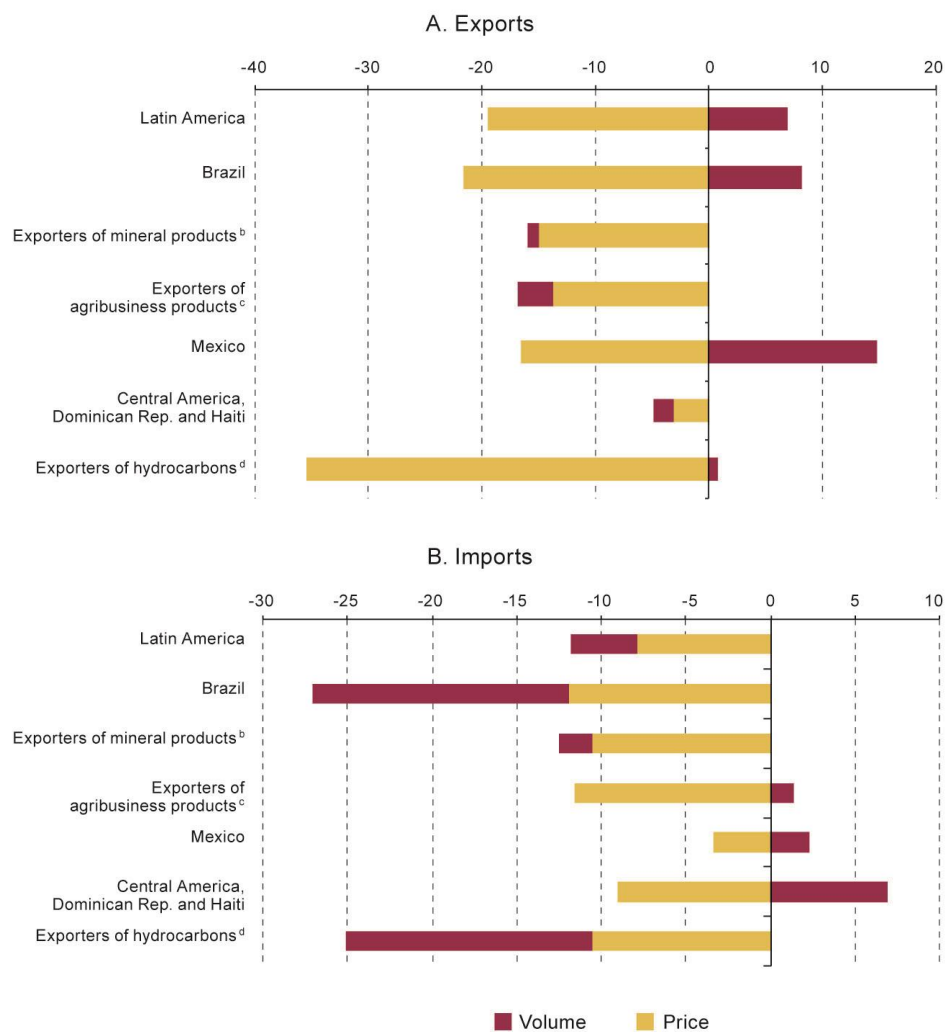
14. La balance des services s'est nettement améliorée : de 78,5 milliards de dollars en 2014, son déficit a été ramené à 52 milliards de dollars en 2015. Cette embellie est principalement due à une réduction des importations de services dans les transports, ainsi qu'à la baisse des importations susmentionnées. Les sorties du compte des voyages ont également été moins élevées en raison de la dépréciation de plusieurs monnaies de la région. Les autres services ont dans l'ensemble été en repli, signe d'une baisse de l'activité qui a contribué à la réduction du montant net des sorties du compte des voyages dans la région au cours de l'année.

15. Comme à l'accoutumée, le compte des transferts courants a enregistré un excédent en 2015, d'ailleurs plus important que celui de l'année précédente : de 62,6 milliards de dollars en 2014, il est passé à 64,6 milliards de dollars. Cette augmentation est principalement attribuable à l'orientation à la hausse des envois de fonds des migrants, composante principale de la catégorie des transferts courants. Ces envois sont une source très importante de financement pour plusieurs pays de la région, dont El Salvador, le Guatemala, Haïti, le Honduras et le Nicaragua. En 2015, d'après les données disponibles les plus récentes, ils ont augmenté de 6 % en moyenne par rapport à l'année précédente<sup>3</sup>. La reprise du marché du travail aux États-Unis au cours de la même année s'est traduite par une augmentation des envois de fonds vers le Mexique (5 %) et plusieurs pays d'Amérique centrale (13 % vers le Guatemala et 8 % vers le Honduras), où ils ont considérablement stimulé la demande intérieure et par conséquent ont également joué un rôle de premier plan dans la croissance du volume des importations.

---

<sup>3</sup> La figure présente le montant cumulé pour l'année 2015 jusqu'au mois pour lequel chaque pays dispose d'informations.

**Figure 3**  
**Amérique latine (groupes de pays retenus) : taux de variation du commerce international, par volume et prix, 2015<sup>a</sup>**  
 (En pourcentage)



Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), d'après les chiffres officiels.

<sup>a</sup> Les chiffres indiqués sont préliminaires.

<sup>b</sup> Chili et Pérou.

<sup>c</sup> Argentine, Paraguay et Uruguay.

<sup>d</sup> République bolivarienne du Venezuela, Colombie, Équateur, État plurinational de Bolivie et Trinité-et-Tobago.

16. En dernier lieu, comme le montre la figure 2, le compte de revenus affiche le plus gros déficit du compte courant et génère les plus gros flux sortants nets à destination de l'étranger pour la région. Les bénéfices que les investisseurs directs internationaux rapatrient vers leur maison mère à l'étranger constituent la principale composante de ce compte (près de 70 % en moyenne), qui inclut également la charge de la dette extérieure, entre autres éléments.

17. En 2015, le compte de revenus a progressé de plus de 19 milliards de dollars : de 153 milliards de dollars en 2014, son déficit a été ramené à 134 milliards de dollars. Cette amélioration s'explique principalement par la diminution des sorties de capitaux liées au rapatriement des bénéfices. L'orientation négative des prix à l'exportation dans la région, liée à la chute des cours des produits de base, a érodé les bénéfices des entreprises transnationales présentes sur place et a réduit du même coup le nombre de sociétés rapatriant des profits vers leur maison mère.

18. En 2015, les flux financiers vers les marchés émergents ont globalement diminué en raison du climat d'incertitude et de la volatilité qui ont régné sur les marchés financiers tout au long de l'année<sup>4</sup>. L'Amérique latine n'a pas échappé à cette réalité et, en 2015, l'apport net de ressources financières dans la région – en d'autres termes le solde du compte de capital et d'opérations financières de la balance des paiements – s'est établi à 2,8 % du PIB, ce qui était insuffisant pour financer complètement un déficit du compte courant atteignant 3,3 % du PIB. De ce fait, la région a utilisé des réserves internationales d'un montant équivalant à 0,5 % du PIB pour couvrir cet écart<sup>5</sup>.

19. Plusieurs tendances intéressantes ressortent du compte d'opérations financières, par exemple le comportement de l'investissement étranger direct (IED) net, qui constitue le principal flux financier pour l'ensemble de la région et s'établissait à environ 137 milliards de dollars en 2014<sup>6</sup>. En 2015, il a chuté d'environ 7 % par rapport à l'année précédente. Si les investissements des entreprises latino-américaines à l'étranger ont diminué, ceux des multinationales de la région ont reculé encore plus brutalement, provoquant une diminution des flux nets de ce type d'investissement<sup>7</sup>.

20. Les entrées nettes de capital de portefeuille et les autres investissements dans la région – essentiellement sous forme d'obligations et d'actions – ont eux aussi nettement reculé par rapport à l'année précédente. En 2014, ils avaient atteint 102,1 milliards de dollars, mais en 2015 ils ont chuté de 73 %, à seulement 27,3 milliards de dollars.

<sup>4</sup> Au premier semestre de 2015, la situation en Grèce a joué un rôle dans l'instabilité des marchés, alors que le second semestre a été marqué par les perturbations financières en Chine.

<sup>5</sup> Le solde du compte de capital et d'opérations financières mentionné comprend la catégorie « Erreurs et omissions » de la balance des paiements.

<sup>6</sup> Dans la mesure du possible, les chiffres utilisés sont alignés sur ceux de la sixième édition du Manuel de la balance des paiements publié par le FMI. Pour les autres pays, les données sont celles présentées dans la cinquième édition du Manuel.

<sup>7</sup> Les informations relatives au compte d'opérations financières ne sont toujours pas disponibles au quatrième trimestre de 2015 pour la République bolivarienne du Venezuela et l'État plurinational de Bolivie.

## B. Activité économique

21. Le PIB de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes s'est réduit de 0,5 % en 2015, entraînant une baisse de 1,6 % du PIB par habitant. Il n'est pas douteux, au vu de ce résultat, le plus faible depuis 2009, que le ralentissement de la croissance qui touche la région depuis cinq ans s'est accentué.

22. La contraction de l'activité au niveau régional correspond au ralentissement des économies d'Amérique du Sud, lesquelles sont passées collectivement d'une croissance de 0,6 % en 2014 à une contraction de 1,7 % en 2015. Les résultats de la sous-région ont été fortement influencés par la croissance négative affichée en 2015 par le Brésil et la République bolivarienne du Venezuela.

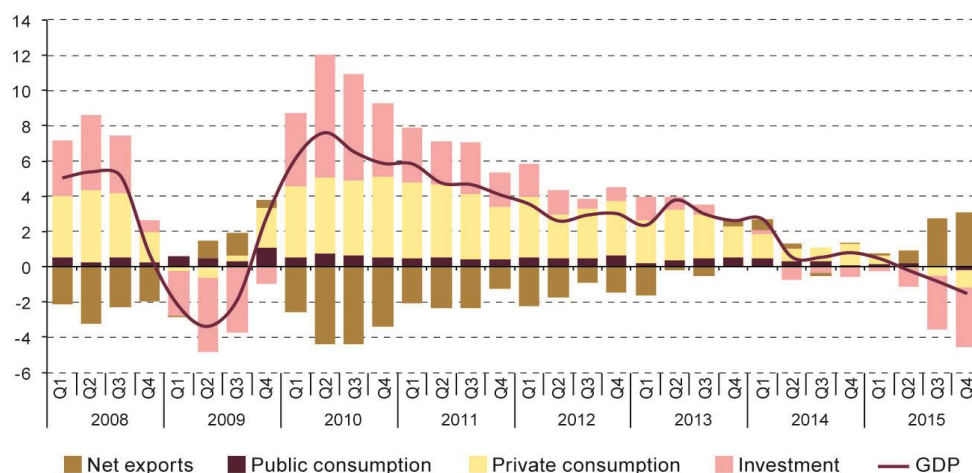
23. Dans les Caraïbes anglophones et néerlandophones, la croissance a connu une légère amélioration, passant de 0,6 % en 2014 à 1,0 % en 2015, malgré les effets des catastrophes naturelles sur certains de ces pays. En Dominique, en revanche, ceux-ci ont eu une telle ampleur qu'il en est résulté une véritable contraction du PIB en 2015.

24. En Amérique centrale et au Mexique, l'activité économique s'est accélérée en 2015. Le taux de croissance est passé de 4,1 % en 2014 à 4,4 % en 2015 en Amérique centrale, et de 2,2 % à 2,5 % au Mexique.

25. Si l'on considère les sous-régions, la contribution des économies sud-américaines à la croissance régionale diminue depuis 2011, bien qu'elle soit restée stable ces trois dernières années si l'on exclut le Brésil et la République bolivarienne du Venezuela des estimations. L'Amérique centrale et les Caraïbes anglophones et néerlandophones ont contribué davantage à la croissance tandis que la contribution du Brésil et de la République bolivarienne du Venezuela est devenue négative.

26. Au niveau régional, la demande intérieure a baissé de 0,7 % en 2015, avec une baisse de la consommation privée (-0,4 %) et de la formation brute de capital fixe (-5,3 %), et une augmentation très limitée de la consommation publique (0,8 %). La contribution de la consommation privée à la croissance du PIB régional s'est affaiblie tout au long de l'année, devenant négative au second semestre – une situation que l'on n'avait pas connue depuis la crise financière de 2009. Qui plus est, la formation brute de capital fixe en Amérique latine a diminué tout au long de l'année 2015, enchaînant sept trimestres consécutifs de baisse (voir fig. 4).

Figure 4  
**Amérique latine : variation du PIB et part des composantes  
 de la demande agrégée dans la croissance, du premier trimestre 2008  
 au quatrième trimestre 2015**  
 (En pourcentage)



Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), d'après les chiffres officiels.

27. Comme pour les chiffres globaux d'activité, les composantes de la demande agrégée ont fortement varié d'une sous-région à l'autre. Ainsi, en 2014, la consommation des ménages a diminué de 1,8 % en Amérique du Sud, mais elle a crû de 3,4 % en Amérique centrale. De même, la consommation publique a pour ainsi dire stagné en Amérique du Sud, à 0,4 %, alors qu'elle augmentait de 2,4 % en Amérique centrale.

28. La formation brute de capital fixe a baissé de 5,3 % en Amérique latine, par suite d'une forte chute (-8,6 %) en Amérique du Sud, alors qu'elle a augmenté de 7 % par rapport à 2014 en Amérique centrale et de 4,7 % dans la sous-région constituée par l'Amérique centrale et le Mexique.

29. La contraction de la formation brute de capital fixe au cours de sept trimestres consécutifs, à partir du deuxième trimestre de 2014, a fait baisser la part de cet élément dans le PIB de 1,5 point, de 21,5 % en 2013 à 20,0 % en 2015.

30. La faiblesse de la demande intérieure s'est traduite par une baisse de 2,2 % des importations de biens et de services en termes réels, du fait de la baisse de la consommation et de la stagnation de l'investissement dans l'ensemble de la région. Dans le même temps, les exportations de biens et de services ont augmenté de 4,3 % en termes réels. Comme les importations de la région, toujours en termes réels, ont ralenti plus rapidement qu'en 2014, la contribution des exportations nettes à la croissance a légèrement augmenté par rapport à l'année précédente.

31. La faiblesse de la demande intérieure en Amérique latine s'est traduite par une baisse d'activité dans tous les secteurs de l'économie. Par souci de simplification, les activités de production ont été regroupées en trois grands secteurs. Le premier, le secteur primaire, comprend l'agriculture et les activités minières et extractives. Le

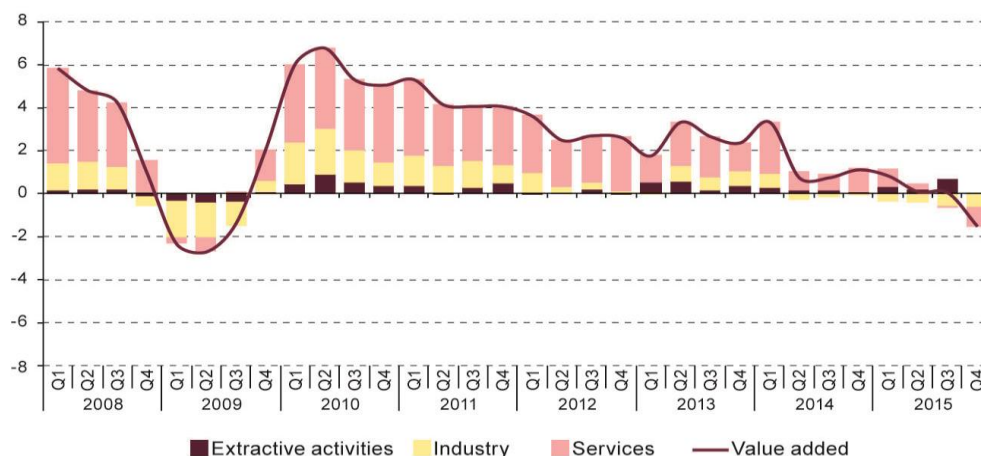
secteur secondaire comprend la construction, l'industrie manufacturière, la production d'électricité et de gaz, et l'eau. Le secteur tertiaire englobe les activités de services.

32. Si tous les secteurs ont ralenti, le secteur secondaire s'est contracté de 2,2 % en 2015, après une baisse de 0,3 % en 2014. Durant la même période, les secteurs primaire et tertiaire ont crû de 2,9 et 0,1 % respectivement. De ce fait, la contribution du secteur secondaire à la croissance de la valeur ajoutée a été négative de 0,48 point de pourcentage, le secteur manufacturier comptant à lui seul pour 0,41 point. Le secteur tertiaire a cessé d'être le plus gros contributeur à la croissance, apportant seulement 0,04 point à la croissance de la valeur ajoutée (voir fig. 5), alors que la contribution du secteur primaire s'est accrue, atteignant 0,3 point en 2015.

Figure 5

**Amérique latine : variation du PIB et contribution des secteurs d'activité à la croissance, du premier trimestre de 2008 au quatrième trimestre de 2015**

(En pourcentage)



Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), d'après les chiffres officiels.

33. En 2015, le revenu national brut disponible de l'Amérique latine a crû à un rythme inférieur à celui de la croissance du PIB pour la quatrième année consécutive<sup>8</sup>. La dégradation des termes de l'échange et la faiblesse de la croissance des recettes en 2015 expliquent la différence entre la croissance des revenus et celle de la production.

34. Là encore, les différences entre sous-régions sont considérables. Alors que les termes de l'échange se sont fortement détériorés pour les pays d'Amérique du Sud – en particulier les pays exportateurs d'énergie – les pays d'Amérique centrale et des Caraïbes, importateurs nets de denrées alimentaires et de carburants, sont ceux qui ont le plus profité de l'évolution des prix.

<sup>8</sup> L'écart entre le PIB et le revenu national brut disponible est imputable aux termes de l'échange, aux transferts courants nets et aux paiements nets à l'étranger.

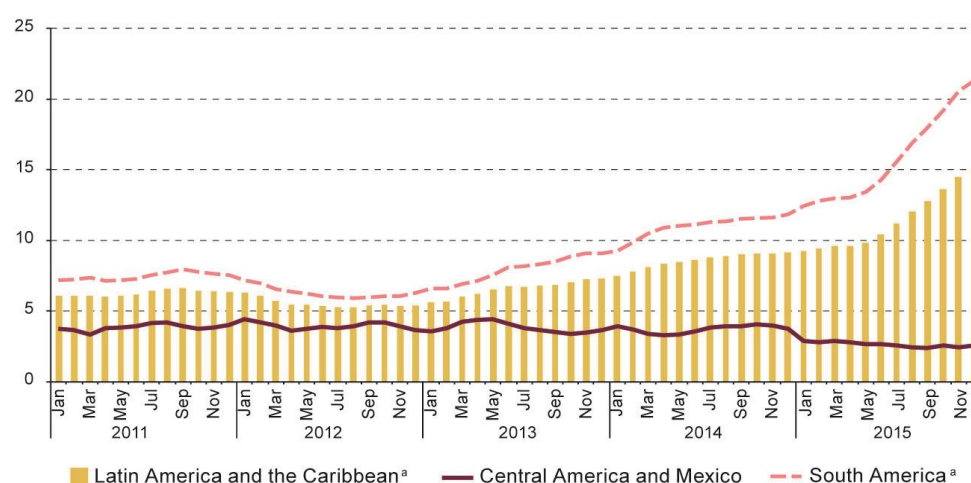
## C. Prix sur les marchés intérieurs

35. L'inflation en Amérique latine et dans les Caraïbes, que mesure l'indice des prix à la consommation (IPC), était nettement plus élevée à la fin de 2015 qu'à la fin de 2014, avec une hausse cumulative de 15 % contre 9,1 % l'année précédente, du fait principalement de l'accélération de l'inflation en République bolivarienne du Venezuela (voir fig. 6).

Figure 6

**Amérique latine et Caraïbes : variation de l'indice des prix à la consommation en glissement annuel (moyennes pondérées), de janvier 2011 à décembre 2015**

(En pourcentage)



Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), d'après les chiffres officiels.

<sup>a</sup> Hors République bolivarienne du Venezuela.

36. Plusieurs facteurs rendent compte des différences importantes constatées entre les pays du nord et du sud de la région, mais l'un des plus déterminants a sans aucun doute été les effets combinés des variations des prix de l'énergie et de l'alimentation, et de l'évolution des taux de change de la région. Dans les économies du nord (à l'exception du Mexique et de la Trinité-et-Tobago), la chute des prix de l'énergie a fait baisser les prix du carburant, ce qui, étant donné la relative stabilité des monnaies de ces pays, a réduit le coût de l'énergie et modéré la hausse des prix.

37. Les dépréciations monétaires de grande ampleur qui ont touché les économies du sud de la région, en particulier celles qui ont les taux de change les plus flexibles (Brésil, Chili, Colombie et Pérou), ont largement compensé les effets de la chute des prix des produits de base, énergie comprise, ce qui s'est traduit par de l'inflation, les variations de taux de change ayant eu une incidence sur les prix pratiqués sur le marché intérieur.

38. En République bolivarienne du Venezuela, la limitation de la quantité de devises disponibles pour les importations (en particulier dans le secteur privé), l'aggravation de la pénurie croissante de produits finis et d'intrants, et le financement monétaire du fonctionnement du secteur public, associés à une dépréciation de la monnaie de plus de 400 % sur le marché des changes parallèle, ont entraîné une forte hausse de l'inflation. En Argentine, en revanche, l'inflation a ralenti en 2015, tout en se maintenant à un niveau à deux chiffres.

## D. Emploi et salaires

39. Si, en 2014, une chute exceptionnellement brutale du taux d'activité avait atténué l'impact du ralentissement économique sur le marché du travail, un an plus tard, celui-ci s'est ajusté à l'atonie de l'économie régionale, retrouvant une situation habituelle dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes<sup>9</sup>. En 2015, la baisse du taux d'activité s'est arrêtée, et l'augmentation du nombre de personnes cherchant un emploi alors que la demande de main-d'œuvre stagnait a poussé à la hausse le nombre total de chômeurs et le travail à temps partiel. La composition de l'emploi s'est également dégradée, avec une augmentation de la part des emplois consacrés à des activités à faible productivité, exercés notamment par des travailleurs indépendants, et un nombre très faible de créations d'emplois salariés. De ce fait, la productivité moyenne du travail a fortement reculé. Dans certains pays, la hausse de l'inflation a également entraîné une érosion des salaires réels qui a d'autant plus réduit le pouvoir d'achat des ménages qu'elle intervenait dans un contexte de faible croissance de l'emploi et de détérioration de sa composition.

40. La situation du marché du travail a cependant évolué différemment selon les pays : dans la plupart des cas, les taux moyens d'emploi et de chômage sur l'année ne font pas encore apparaître une détérioration. La moyenne pondérée au niveau régional a toutefois subi la tendance négative observée sur le marché de l'emploi brésilien. En définitive, la tendance à la dégradation l'a emporté à mesure que l'année avançait.

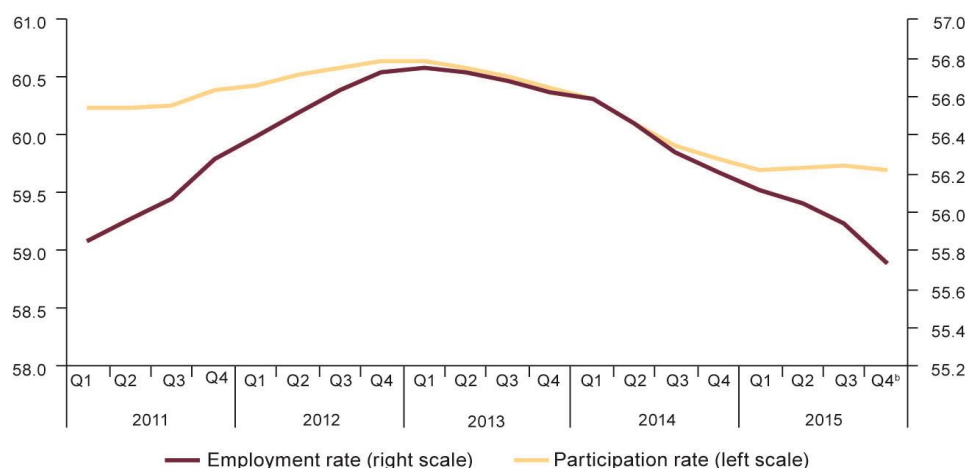
41. Au deuxième trimestre de 2015, la baisse du taux d'activité, au niveau régional, qui avait commencé au début de 2013, a été stoppée (voir fig. 7). De ce fait, ce taux a beaucoup moins diminué sur l'ensemble de l'année qu'en 2014, passant de 60,1 à 60,0 % de la population urbaine en âge de travailler.

---

<sup>9</sup> Voir l'étude de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) et de l'Organisation internationale du Travail (OIT), « Labour productivity and distribution issues », *The Employment Situation in Latin America and the Caribbean*, Santiago, mai 2012, d'où il ressort que l'ajustement du marché du travail dans un contexte de faible croissance se fait principalement par la baisse du niveau d'emploi dans les pays développés, tandis qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes, il se fait essentiellement par la baisse de la productivité moyenne.

Figure 7  
**Amérique latine et Caraïbes (moyenne pondérée pour 10 pays)<sup>a</sup> :**  
**taux d'emploi et d'activité de la population urbaine, en glissement**  
**annuel, du premier trimestre 2011 au quatrième trimestre 2015**

(En pourcentage)



Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), d'après les chiffres officiels.

<sup>a</sup> Les pays concernés sont les suivants : Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Jamaïque, Mexique, Pérou, République bolivarienne du Venezuela et Uruguay.

<sup>b</sup> Chiffres provisoires.

42. Dans le même temps, le ralentissement de l'économie de l'Amérique latine et des Caraïbes a fait baisser la demande de main-d'œuvre et le taux d'emploi, qui avait commencé à baisser au deuxième trimestre de 2013, a encore diminué de 0,4 % en glissement annuel.

43. De ce fait, le taux de chômage, qui avait très fortement chuté depuis 2010 après son sommet de 2009, a recommencé à grimper au premier trimestre de 2015 dans le groupe des 10 pays sur lesquels porte la figure 8. En glissement annuel sur quatre trimestres, le taux de chômage a atteint 6,1 % au deuxième trimestre de 2015 et 6,4 % au troisième (voir fig. 8). En moyenne sur l'année civile, on s'attend à une augmentation encore plus élevée, à 6,5 %, représentant environ 1,2 million de nouveaux chômeurs dans la population urbaine, et un total de 14,4 millions de personnes au chômage.

Figure 8  
**Amérique latine et Caraïbes (10 pays)<sup>a</sup>: taux de chômage de la population urbaine, en glissement annuel et en variation d'une année sur l'autre, du premier trimestre 2011 au quatrième trimestre 2015**

(En pourcentage et points de pourcentage)



Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), d'après les chiffres officiels.

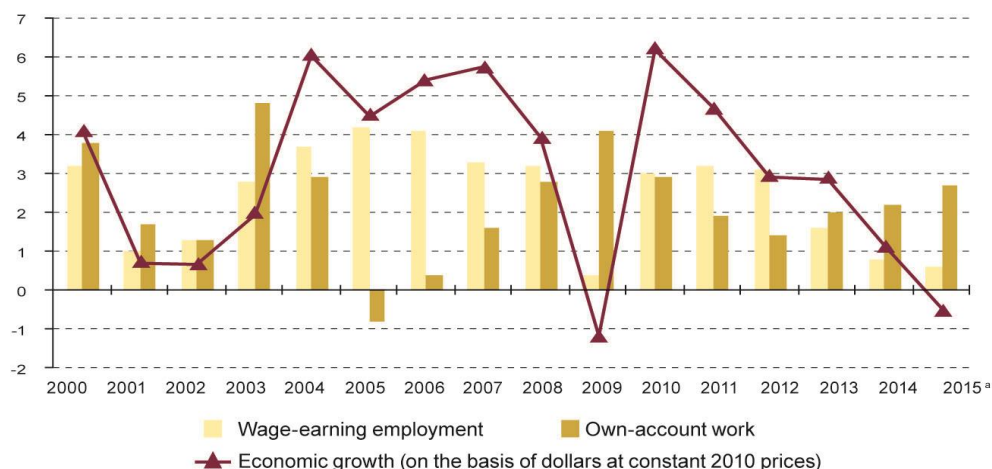
<sup>a</sup> Les pays concernés sont les suivants : Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Jamaïque, Mexique, Pérou, République bolivarienne du Venezuela et Uruguay.

<sup>b</sup> Chiffres provisoires.

44. En raison de la faiblesse de la demande de main-d'œuvre, l'emploi salarié n'a progressé que de 0,6 % en 2015 (contre 0,8 % en 2014 et 3,1 % en 2012), en moyenne pondérée des pays pour lesquels des informations sont disponibles, l'augmentation totale des emplois (1,3 %) concernant principalement les catégories d'emplois non salariés. Fidèle à son comportement anticyclique observé ces dernières années, le travail indépendant a accéléré son rythme de progression, qui est passé de 2,2 % en 2014 à 2,7 % en 2015 (voir fig. 9). En général, et surtout dans un contexte de faiblesse de la demande de main-d'œuvre, les emplois de ce type sont moins qualifiés que les emplois salariés, si bien que ces évolutions contrastées témoignent de la détérioration de la qualité de l'emploi.

Figure 9  
**Amérique latine et Caraïbes : croissance économique  
 et création d'emplois, 2000-2015**

(En pourcentage)



Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), d'après les chiffres officiels.

<sup>a</sup> Chiffres provisoires.

45. Comme dans d'autres domaines, les chiffres régionaux se ressentent fortement des résultats de la plus grande économie de la région. La détérioration brutale du marché du travail brésilien – avec un taux d'emploi de la population urbaine qui a chuté de 1,4 point de pourcentage d'une année sur l'autre, et un taux de chômage de cette même population en hausse de 2 points – a fortement pesé sur les moyennes régionales pondérées. Cet effet a été en partie compensé par la performance de la deuxième économie de la région, le Mexique, où, sur la même période, l'emploi urbain a crû de 0,7 point, et le chômage urbain diminué de 0,7 point.

46. Bien que le déclin des performances régionales soit en grande partie dû au Brésil et que les indicateurs du marché du travail évoluent de manière assez favorable dans un certain nombre de pays, la détérioration de la situation sur ce marché a été la tendance dominante tout au long de l'année.

47. L'évolution des salaires réels tient à la fois à la détérioration des conditions générales de l'emploi et à la diversité des situations des différents pays de la région. Pour les quelques pays pour lesquels on dispose d'informations sur la variation du salaire réel moyen, on estime que celui-ci a progressé en moyenne de 1,2 % en 2015 par rapport à 2014, contre une hausse de 2 % l'année précédente. Ce ralentissement de la hausse du salaire réel s'explique pour l'essentiel par celui de la hausse moyenne des salaires nominaux.

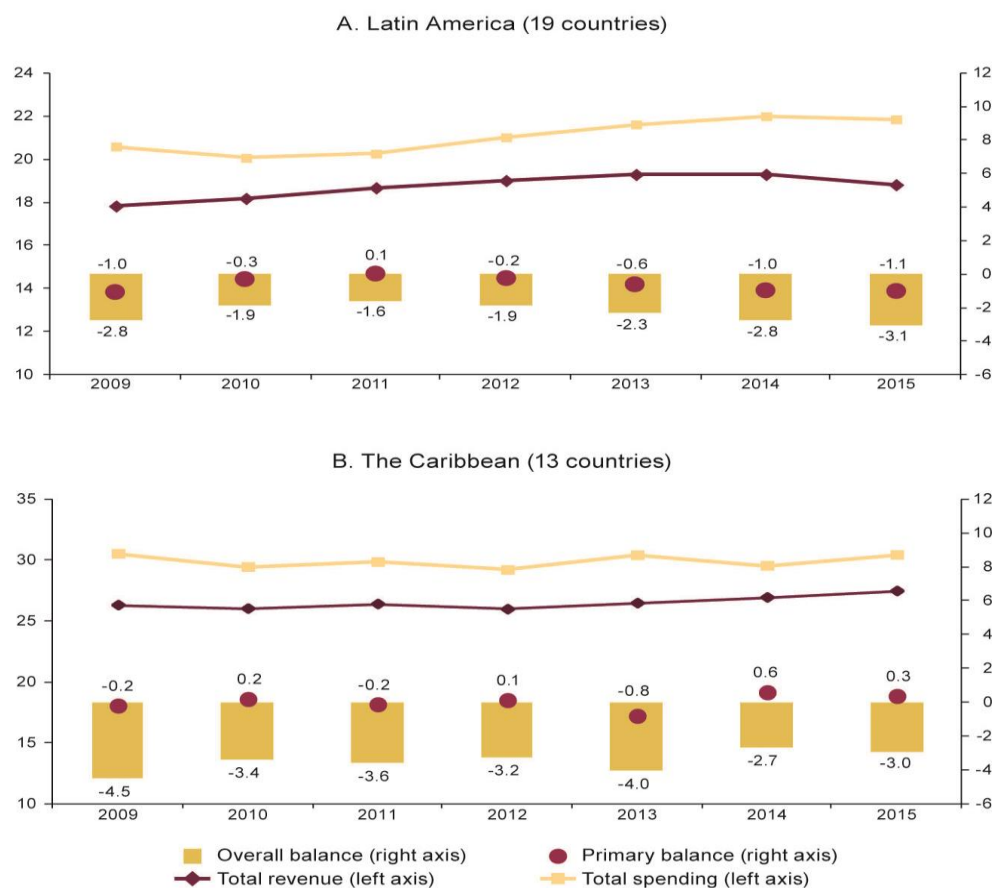
## E. Politiques macroéconomiques

### 1. Politique budgétaire

48. Au niveau des administrations centrales, les budgets ont affiché en moyenne un déficit primaire de 1,1 % du PIB et un déficit global (après paiement des intérêts de la dette publique) de 3,1 %<sup>10</sup>. Pour la première fois depuis 2009, tous les budgets des pays d'Amérique latine étaient déficitaires, bien que les niveaux de recettes et de dépenses aient été considérablement plus élevés cette année, comme le montre la figure 10.

Figure 10  
**Amérique latine et Caraïbes : indicateurs budgétaires  
des administrations centrales, 2009-2015**

(En pourcentage du PIB)



Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), d'après les chiffres officiels.

<sup>10</sup> Ces chiffres n'intègrent pas toutes les activités des pouvoirs publics. Dans certains pays, le déficit est beaucoup plus grand si l'on intègre les comptes des entreprises publiques et des collectivités locales.

49. Dans 15 des 19 pays d'Amérique latine, la situation budgétaire est restée relativement stable en 2015, voire s'est améliorée. Dans plusieurs pays de la région, la baisse substantielle des recettes due à celle des cours des produits de base exportés a été compensée par des ajustements proportionnels des dépenses publiques.

50. Les soldes budgétaires se sont beaucoup améliorés en Équateur et au Honduras. Dans de nombreux pays (Colombie, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, République dominicaine et Uruguay), la situation budgétaire s'apparente à ce qu'elle était en 2014. À l'inverse, au Brésil, au Chili, en Haïti et au Pérou, le solde s'est considérablement dégradé.

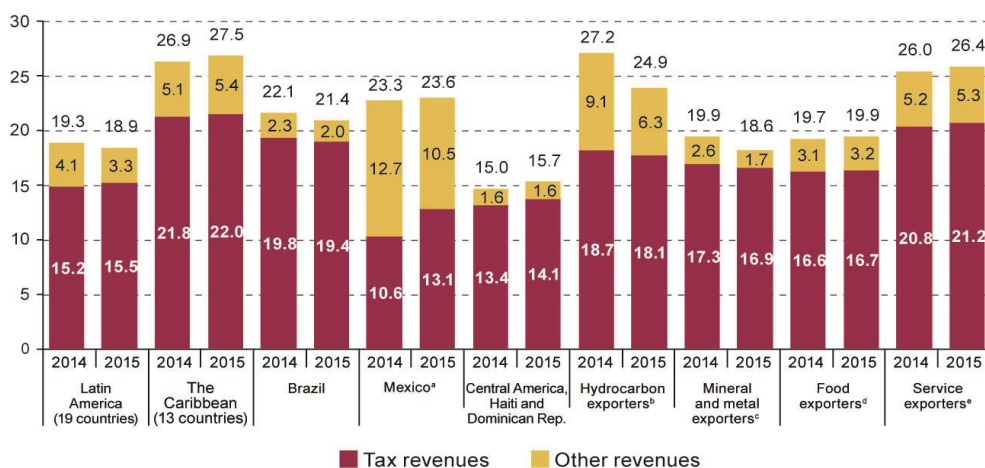
51. Dans les Caraïbes, le solde budgétaire moyen s'est détérioré, avec un déficit estimé à 3 % du PIB en 2015, pour un excédent primaire de 0,3 %. Huit des 13 pays de la région ont vu leur situation s'améliorer ou rester à peu près stable en 2015, et cinq seulement (dont la Barbade, le Suriname et la Trinité-et-Tobago) ont vu leur solde budgétaire se dégrader.

52. La variété des résultats macroéconomiques et la spécialisation de la production des pays de la région ont produit des effets très divers sur le plan budgétaire. Dans les Caraïbes et en Amérique centrale, en particulier, une croissance assez vigoureuse, d'une part, et la baisse des dépenses de pétrole, d'autre part, ont eu un effet considérable et doublement positif sur les finances publiques.

53. Les recettes budgétaires de l'Amérique latine ont diminué en 2015 (voir fig. 11), principalement en raison de la baisse des recettes provenant des ressources naturelles non renouvelables. L'effondrement du prix du pétrole brut à l'international a porté un rude coup aux comptes publics des pays producteurs de la région. Les recettes globales, et notamment non fiscales, ont chuté de manière particulièrement brutale au Mexique (2,2 points de PIB) et dans les autres pays exportateurs d'hydrocarbures (2,8 points de PIB). Les recettes non fiscales des pays exportateurs de métaux et de minerais ont encore une fois décliné (de 1,2 point de PIB au Chili et 0,6 au Pérou), dans le droit-fil de la baisse ininterrompue des cours des produits de base vendus par ces pays, qui a commencé en 2011. À l'inverse, les recettes budgétaires se sont à peu près maintenues dans les pays d'Amérique centrale et ont augmenté dans les Caraïbes. La plupart des pays qui ont eu à subir des chocs externes négatifs ont ajusté leurs niveaux de dépenses afin de garder la maîtrise de leurs comptes publics et de contrebalancer la chute des recettes. Les budgets qui ont été présentés laissent penser que la tendance se poursuivra en 2016.

Figure 11  
**Amérique latine et Caraïbes : recettes budgétaires et fiscales totales  
des administrations centrales en 2014 et 2015, par sous-régions  
et groupes de pays**

(En pourcentage du PIB)



Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), d'après les chiffres officiels.

<sup>a</sup> Secteur public fédéral.

<sup>b</sup> Colombie, Équateur, État plurinational de Bolivie, République bolivarienne du Venezuela et Trinité-et-Tobago.

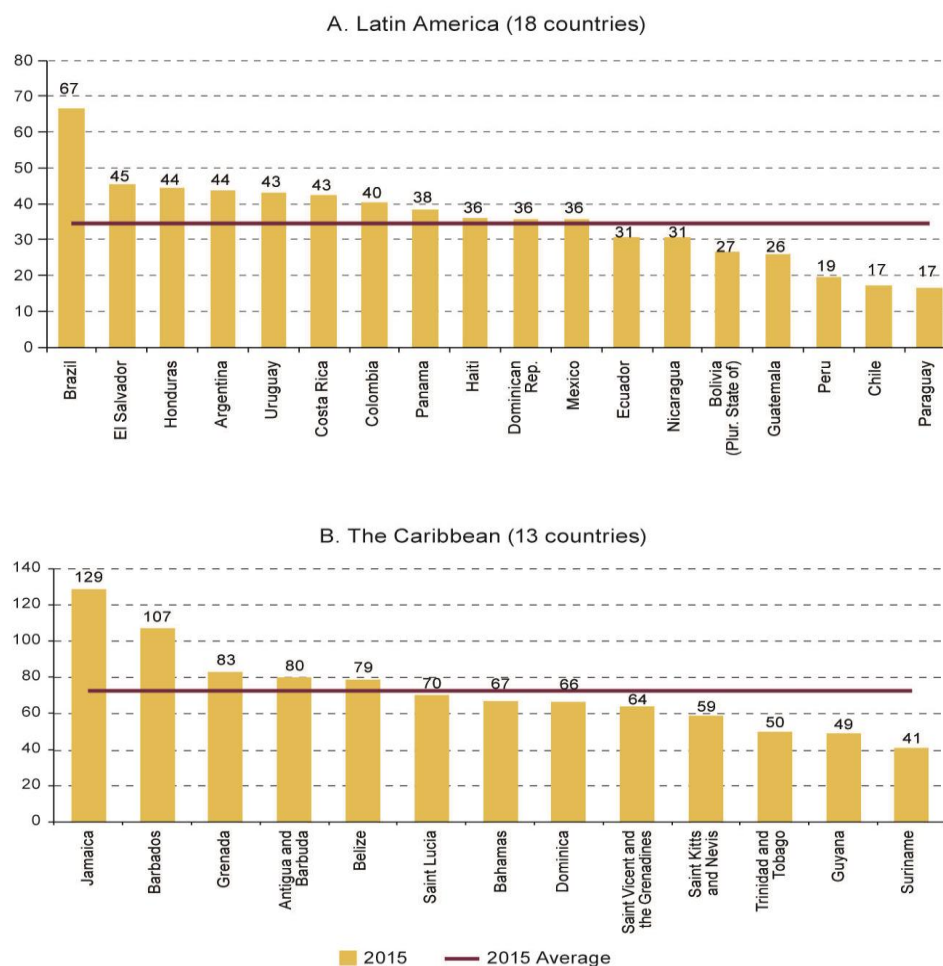
<sup>c</sup> Chili et Pérou.

<sup>d</sup> Argentine, Paraguay et Uruguay.

<sup>e</sup> Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, Grenade, Jamaïque, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines et Sainte-Lucie.

54. En moyenne, la dette publique évaluée en pourcentage du PIB est restée stable, essentiellement du fait du bas niveau actuel des taux d'intérêt, une situation exceptionnelle qui pourrait ne pas durer si les taux remontaient. La dette publique de l'Amérique latine s'est légèrement creusée pour atteindre 34,6 % du PIB en moyenne en 2015 (voir fig. 12), ce qui reste un niveau relativement bas. Toutefois, la dette publique s'est envolée de 7,6 points de PIB sur l'année au Brésil du fait de l'aggravation du déficit budgétaire et du niveau élevé des taux d'intérêt sur les obligations d'État dans un contexte de récession. La dette publique a également augmenté en Équateur (de 3 points de PIB), au Mexique (3,7 points) et au Honduras (2,2 points), bien qu'à un degré moindre et partant d'un niveau plus bas.

Figure 12  
**Amérique latine et Caraïbes : montant brut de la dette publique  
des administrations centrales, 2015**  
(En pourcentage du PIB)



Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), d'après les chiffres officiels.

55. Les niveaux d'endettement dépassent un peu la moyenne (entre 36 % et 45 % du PIB) dans certains pays d'Amérique du Sud (Argentine, Colombie et Uruguay) et d'Amérique centrale (Costa Rica, El Salvador, Haïti, Honduras et Panama). À l'autre extrême, les dettes du Chili, du Paraguay et du Pérou se maintiennent en-dessous de 20 % du PIB.

56. Au cours des cinq dernières années, la dette des autorités centrales des pays des Caraïbes a eu tendance à augmenter pour atteindre, actuellement, 72,5 % du PIB en moyenne, la Jamaïque ayant la dette publique la plus élevée, à 129 % du PIB. En 2015, la dette publique a augmenté au Suriname (de 14,2 points de PIB), à la Barbade (6,9 points), au Belize (3,2 points), à la Trinité-et-Tobago (2,6 points), à la Dominique (1,7 point) et aux Bahamas (1 point). En revanche, elle a baissé à

Sainte-Lucie (2 points), au Guyana (3,1 points), à la Jamaïque (4 points), à Saint-Vincent-et-les Grenadines (4,7 points), à Antigua-et-Barbuda (5,6 points), à la Grenade (5,6 points) et à Saint-Kitts-et-Nevis (5,8 points).

## 2. Politiques monétaire, politiques de change et politiques macroprudentielles

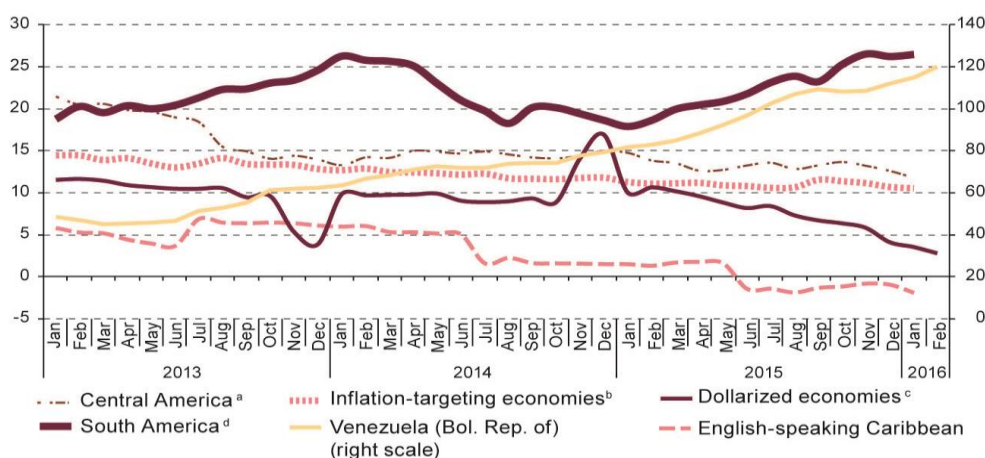
57. Depuis le déclenchement de la crise financière mondiale, les autorités monétaires de la région se sont efforcées de stimuler la demande intérieure globale, en particulier la consommation et l'investissement privés. L'évolution des conditions internationales, notamment la chute des cours des produits primaires et l'instabilité croissante des marchés financiers internationaux, de même que les tendances observées en matière de prix intérieurs, ont limité la marge de manœuvre des banques centrales et donc, leurs possibilités d'action. Parmi les variables sensibles aux modifications des instruments de politique monétaire, les taux de prêt moyens sont restés assez stables en dépit des modifications de cette nature.

58. L'octroi de crédits au secteur privé a ralenti dans les économies dollarisées qui se sont fixé des objectifs en matière d'inflation. En Amérique centrale et dans les Caraïbes anglophones et néerlandophones, les prêts ont légèrement ralenti au premier semestre avant d'entamer une reprise au troisième trimestre. Inversement, dans les pays d'Amérique du Sud dont la politique est fondée sur les agrégats monétaires, la croissance des prêts s'est accélérée en 2015 après avoir ralenti au second semestre de 2014 (voir fig. 13).

Figure 13

**Amérique latine et Caraïbes : croissance annualisée des prêts nationaux au secteur privé, de janvier 2013 à février 2016**

(En pourcentage)



Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), d'après les chiffres officiels.

<sup>a</sup> Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Haïti, Honduras, Nicaragua, Panama et République dominicaine.

<sup>b</sup> Brésil, Chili, Colombie, Mexique et Pérou.

<sup>c</sup> Équateur, El Salvador et Panama.

<sup>d</sup> Argentine, État plurinational de Bolivie, Paraguay et Uruguay.

59. L'analyse de la composition du crédit montre un fort ralentissement des prêts à l'industrie, tandis que les prêts à la consommation sont ceux dont la croissance a été la plus rapide.

60. La baisse progressive des prix des produits de base sur les marchés internationaux et l'attente grandissante d'une hausse des taux d'intérêt de la Réserve fédérale des États-Unis, ainsi que (mais dans une moindre mesure) le ralentissement progressif des économies de la région, ont entraîné une dépréciation des monnaies des pays ayant des régimes de change flottants qui s'est accompagnée d'une certaine volatilité, en particulier dans les économies les plus intégrées aux marchés de capitaux internationaux. En 2015, le real brésilien s'est déprécié de 49,1 % par rapport au dollar des États-Unis, le peso colombien de 33,6 %, le peso mexicain de 16,7 %, le peso chilien par 16,9 % et le nouveau sol péruvien de 14,6 %.

61. La dépréciation des devises des pays mentionnés a été suffisamment prononcée pour faire baisser les taux de change effectifs de ces pays, même si elle s'est souvent accompagnée d'une hausse de l'inflation (par sa répercussion sur les prix, ses effets secondaires, etc.) Ainsi, d'une année sur l'autre, la Colombie, le Brésil et le Mexique ont enregistré respectivement une dépréciation effective de leur monnaie de 28,3 %, 27,1 % et 16,7 %.

62. La situation est différente dans les pays dont la monnaie n'est pas soumise à un régime de change flottant. Dans ce cas, le taux de change effectif réel s'est apprécié sous l'effet combiné de la hausse de l'inflation, de fortes dépréciations monétaires chez les principaux partenaires commerciaux de ces pays et de la fixité des taux de change. C'est ce qui s'est produit en Argentine, en Équateur, dans l'État plurinational de Bolivie et en République bolivarienne du Venezuela.

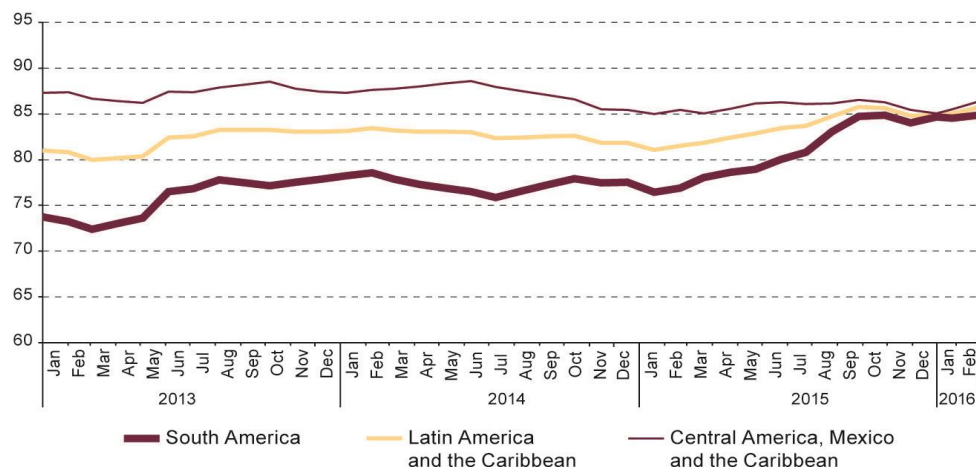
63. En Amérique centrale, le Guatemala a enregistré une appréciation effective de sa monnaie de 7,4 %, du fait de la dévaluation nominale de 3,4 % du quetzal et, dans une moindre mesure, de la dépréciation des monnaies de ses partenaires commerciaux comme le Mexique. Dans les Caraïbes, le processus d'appréciation effective s'est poursuivi à la Trinité-et-Tobago, en raison, principalement, d'un taux de change nominal quasiment fixe combiné à une inflation moyenne de 4,6 % au cours de l'année, ainsi qu'à la dépréciation des devises des principaux partenaires commerciaux du pays.

64. Au niveau de la région, le taux de change effectif réel de l'Amérique latine et des Caraïbes avec les pays extérieurs s'est déprécié de 1,0 % en 2015, tiré à la baisse par la dépréciation de 4,6 % du taux de change effectif pour l'Amérique du Sud (voir fig. 14).

Figure 14

**Amérique latine et Caraïbes : taux de change effectifs réels  
avec les partenaires extra-régionaux, de janvier 2013 à février 2016**

(Base 100 en 2005)



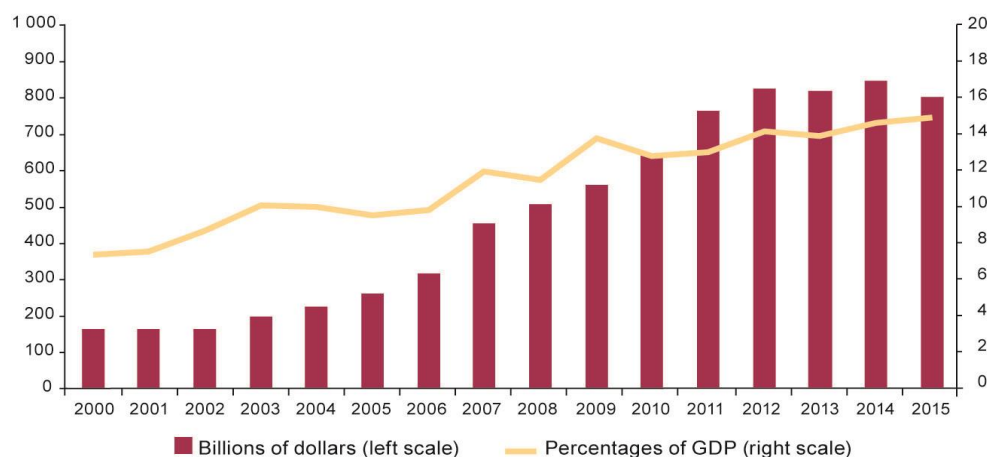
Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), d'après les chiffres officiels.

65. En 2015, les réserves internationales ont enregistré une baisse de 5,3 % en Amérique latine et dans les Caraïbes. C'est la contraction la plus importante depuis le début du super cycle des prix des produits de base entamé en 2003 (voir fig. 15). Vingt pays de la région ont vu leurs réserves baisser, et dans 13 d'entre eux, cette baisse a dépassé les 5 %. Les pertes les plus importantes ont touché les réserves de l'Argentine (-18,7 %), de l'Équateur (-36,8 %), du Suriname (-36,3 %) et de la République bolivarienne du Venezuela (-25,8 %).

66. Inversement, les réserves de change ont augmenté dans 10 économies de la région, les hausses les plus importantes étant enregistrées au Costa Rica (8,6 %), à la Jamaïque (17,1 %) et à Sainte-Lucie (28,5 %). Les cinq pays de la région dotés des réserves les plus importantes ont tous vu leurs niveaux diminuer, les baisses les plus conséquentes ayant touché le Chili (-4,5 %) et le Mexique (-9,2 %).

67. Malgré cela, rapportées au PIB, les réserves de change ont crû de 14,8 % en 2014 à 15,3 % en 2015 (voir fig. 15). Cette performance est due à l'évolution de la situation en Amérique du Sud (où les réserves ont augmenté de 7,1 %), surtout au Brésil et en Colombie, où le ratio réserves/PIB a augmenté de plus de 10 %, compensant la chute observée dans les Caraïbes anglophones (-6,3 %) ainsi qu'en Amérique centrale et au Mexique (-4,1 %).

Figure 15  
**Amérique latine et Caraïbes : réserves internationales brutes, 2000-2015**  
 (En milliards de dollars et pourcentage du PIB)



Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), d'après les chiffres officiels.

68. En complément de leurs politiques monétaires et de leurs politiques de change, un certain nombre de pays ont procédé à des réformes du système financier en adoptant des mesures macroprudentielles destinées à prévenir les risques structurels et à adapter la gestion de leurs réserves internationales à un environnement extérieur de plus en plus incertain et à la hausse du coût des emprunts à l'étranger.

## F. Tendances et perspectives pour 2016

69. En 2016, l'économie mondiale devra subir des évolutions et faire face à des risques potentiels qui affecteront incontestablement le cours des activités économiques dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. Comme indiqué précédemment, les prévisions pour les prochaines années vont dans le sens d'une faible croissance mondiale, portée par une reprise lente mais constante dans les pays développés. Toutefois, de sérieux risques qui pourraient compromettre ces perspectives persistent. Mis à part les difficultés que rencontre la zone euro, de plus en plus d'incertitudes pèsent sur les futurs résultats de la Chine et des marchés émergents en général. Pour la Chine, le scénario le plus probable est celui d'un ralentissement économique prolongé, avec un taux de croissance d'environ 6,4 % en 2016. Les perspectives de la demande extérieure globale pour les pays d'Amérique latine et des Caraïbes sont assombries par l'évolution des marchés émergents.

70. Aux incertitudes qui pèsent sur la croissance économique mondiale s'ajoute une croissance du commerce morose (1,5 % en 2015, le moins bon résultat depuis la crise de 2007-2009). Le volume des échanges commerciaux à l'échelle mondiale devrait croître à un rythme d'environ 2,5 % en 2016, demeurant à la traîne par rapport aux taux de croissance économique.

71. Compte tenu de la faible croissance de la demande mondiale et des contraintes qui pèsent sur l'offre, une reprise est peu probable en ce qui concerne les prix des matières premières, qui resteront proches du niveau qu'ils enregistraient à la fin de 2015. Dans ce contexte, les termes de l'échange dans l'ensemble de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes vont encore reculer, mais moins fortement qu'en 2015.

72. Les conditions sur les marchés financiers devraient se dégrader par rapport à 2015, alors que les marchés émergents ressentaient déjà les effets d'une réduction de la disponibilité des flux de capitaux due aux incertitudes et à la volatilité qui ont prévalu pendant la majeure partie de l'année dans une plus ou moins grande mesure, ainsi qu'au resserrement des liquidités dans le monde et à l'augmentation progressive des coûts liés à la collecte de fonds sur les marchés internationaux. Par conséquent, il est peu probable que les flux de capitaux vers les marchés émergents, qui ont reculé en 2015, se rétablissent en 2016. Les turbulences sur le marché financier international témoignent des effets d'une normalisation possible de la politique monétaire aux États-Unis et du renforcement du dollar.

73. Comme les années précédentes, l'évolution de l'économie mondiale a eu des effets très inégaux sur les différents pays et sous-régions de l'Amérique latine et des Caraïbes, et elle a accentué les déséquilibres entre sous-régions pour ce qui est de la production et des échanges. Les pays qui dépendent des exportations de produits primaires et dont la principale destination des exportations est la Chine seront plus touchés que ceux qui exportent des biens manufacturés ou des services aux économies plus développées, particulièrement aux États-Unis.

74. Pour les exportateurs de produits primaires, la baisse des revenus provenant de cette source nuira aux résultats de certains facteurs, tels que le revenu national disponible (et donc, la consommation privée), les recettes fiscales (et donc, l'espace réservé à l'élaboration de politiques anticycliques), le solde des transactions courantes et les fluctuations des taux de change. En outre, alors que les tensions inflationnistes s'intensifient en raison des répercussions des variations du taux de change, ces pays ont de moins en moins recours aux politiques monétaires anticycliques.

75. La combinaison entre le resserrement des liquidités sur les marchés financiers extérieurs et la forte dégradation des termes de l'échange se traduira par une réduction des flux internationaux de capitaux vers la plupart des pays de la région, avec une baisse des entrées de capitaux et une hausse des sorties. En conséquence, cette réduction prolongera la volatilité des taux de change et forcera les pays à puiser davantage dans les réserves internationales pour financer les déficits courants, augmentant la probabilité que la région doive désormais faire face non seulement à une conjoncture commerciale défavorable, mais aussi à un environnement financier beaucoup moins attractif.

76. Comme en 2014, la demande intérieure a fortement ralenti en 2015, notamment en ce qui concerne la consommation privée et les investissements. Cette tendance devrait se confirmer en 2016, entraînant des risques considérables pour les capacités futures en matière de croissance.

77. Stimuler la croissance économique présente de nombreuses difficultés pour la région. Pour y parvenir et mettre un terme au cycle de contraction des investissements qui a commencé en 2014, les pays devraient améliorer leur

productivité, qui accuse aussi un retard considérable par rapport aux autres régions et aux pays développés. Leur capacité dans ce domaine a été amoindrie non seulement par une chute des investissements, mais également par un affaiblissement des secteurs industriel et manufacturier ces dernières années. Cet affaiblissement a été accompagné par une détérioration croissante des marchés du travail, avec une augmentation du nombre d'emplois dans les secteurs informels à faible productivité. Dans un contexte de croissance économique faible, la région doit également trouver des moyens de préserver les acquis sociaux de ces dernières années.

78. Alors que les recettes budgétaires reculent, causant un enlisement des comptes publics, il est plus essentiel que jamais d'établir des règles budgétaires qui privilégient les dépenses en capital. Comme la CEPALC l'a préconisé par le passé, il est crucial de créer des régimes anticycliques de protection des investissements afin de contrer la volatilité macroéconomique de la région. Les régimes qui complètent les politiques anticycliques par des mesures visant à protéger (et à stimuler) les investissements au creux du cycle peuvent être beaucoup plus efficaces pour réduire au maximum les coûts d'ajustement et améliorer les perspectives de croissance potentielle et de stabilité future que les règles budgétaires qui reposent uniquement sur des objectifs de dépense ou de déficit.

79. Compte tenu du caractère risqué et de la complexité de la situation extérieure, le PIB de la région devrait connaître un nouveau recul de 0,6 % en 2016, faisant suite à une croissance négative de 0,5 % en 2015 (voir tableau 2). Néanmoins, comme en 2015, les prévisions de croissance moyenne pondérée ne tiennent pas compte de la diversité des résultats obtenus par les pays et les sous-régions. En effet, l'Amérique centrale, y compris les pays hispanophones des Caraïbes et Haïti, devrait enregistrer une croissance d'environ 3,9 % en 2016. L'Amérique du Sud affichera quant à elle une croissance négative (-1,9 %), qui s'explique essentiellement par le recul des économies brésilienne (-3,5 %) et vénézuélienne (-6,9 %). Enfin, les pays anglophones des Caraïbes enregistreront une croissance de 0,9 %.

80. Dans ce contexte, la demande de main-d'œuvre restera faible et peu d'emplois de qualité seront créés, ce qui, couplé à la récente baisse des taux d'emploi qui en résulte, se traduira par une nouvelle hausse des taux de chômage. Le nombre d'emplois à faible productivité augmentera dans de nombreux pays, car beaucoup de foyers auront besoin de revenus complémentaires.

81. Dans plusieurs pays, les salaires réels, et donc les revenus des foyers, seront mis à mal par des hausses des salaires nominaux moins élevées en raison de l'augmentation du chômage, ou par l'inflation relativement élevée, conséquence indirecte de la dépréciation des taux de change, par exemple. Cela n'aura toutefois pas lieu de manière systématique, et les salaires réels devraient se maintenir à un niveau plus favorable dans les pays qui enregistrent une faible inflation et une croissance du PIB modérée.

Tableau 2  
**Amérique latine et Caraïbes : croissance annuelle du produit  
intérieur brut (2010-2016)**

(Pourcentages calculés sur la base des prix constants en dollars de 2010)

<i>Pays</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>	<i>2012</i>	<i>2013</i>	<i>2014</i>	<i>2015<sup>a</sup></i>	<i>2016<sup>b</sup></i>
Argentine	9,5	8,4	0,8	2,9	0,5	2,1	-0,8
Bolivie (État plurinational de)	4,1	5,2	5,1	6,8	5,5	4,8	4,5
Brésil	7,6	3,9	1,8	2,7	0,1	-3,9	-3,5
Chili	5,8	5,8	5,5	4,2	1,9	2,1	1,6
Colombie	4,0	6,6	4,0	4,9	4,6	3,1	2,9
Costa Rica	5,0	4,5	5,2	3,4	3,5	2,8	3,5
Cuba	2,4	2,8	3,0	2,7	1,3	4,0	2,0
El Salvador	1,4	2,2	1,9	1,8	2,0	2,4	2,4
Équateur	3,5	7,9	5,6	4,6	3,7	0,4	-0,1
Guatemala	2,9	4,2	3,0	3,7	4,2	3,9	3,7
Haïti	-5,5	5,5	2,9	4,3	2,7	2,0	2,0
Honduras	3,7	3,8	4,1	2,8	3,1	3,4	3,4
Mexique	5,2	3,9	4,0	1,4	2,2	2,5	2,3
Nicaragua	3,2	6,2	5,1	4,5	4,7	4,9	4,6
Panama	5,8	11,8	9,2	6,6	6,1	5,9	6,2
Paraguay	13,1	4,3	-1,2	14,0	4,7	3,0	2,8
Pérou	8,3	6,3	6,1	5,9	2,4	3,4	3,8
République dominicaine	8,3	2,8	2,6	4,8	7,3	5,5	5,5
Uruguay	7,8	5,2	3,3	5,1	3,5	1,0	0,5
Venezuela (République bolivarienne du)	-1,5	4,2	5,6	1,3	-4,0	-5,6	-6,9
<b>Total partiel pour l'Amérique latine<sup>a</sup></b>	<b>6,3</b>	<b>4,7</b>	<b>2,9</b>	<b>2,9</b>	<b>1,2</b>	<b>-0,5</b>	<b>-0,6</b>
Antigua-et-Barbuda	-7,1	-1,8	4,0	-0,3	4,8	3,2	2,1
Bahamas	1,5	0,6	2,2	0,0	1,0	1,5	2,4
Barbade	0,3	0,8	0,3	-0,1	0,2	0,5	1,8
Belize	3,3	2,1	3,8	1,5	3,4	1,7	2,7
Dominique	0,7	-0,1	-1,3	0,6	4,0	-2,7	3,5
Grenade	-0,5	0,8	-1,2	2,4	5,7	3,4	-1,0
Guyana	4,4	5,4	4,8	5,2	3,8	2,0	3,4
Jamaïque	-1,5	1,7	-0,6	0,5	0,7	1,0	1,5
Sainte-Lucie	-1,7	0,7	-1,1	0,1	0,5	1,3	2,3
Saint-Kitts-et-Nevis	-3,2	1,7	-1,2	5,8	6,9	5,2	5,1
Saint-Vincent-et-les Grenadines	-3,4	-0,4	1,4	1,7	0,7	1,0	1,5
Suriname	5,2	5,3	3,1	2,9	3,4	2,2	0,5

<i>Pays</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>	<i>2012</i>	<i>2013</i>	<i>2014</i>	<i>2015<sup>a</sup></i>	<i>2016<sup>b</sup></i>
Trinité-et-Tobago	3,3	-0,3	1,3	2,3	-1,0	0,2	-1,0
<b>Total partiel pour les Caraïbes</b>	<b>1,4</b>	<b>1,0</b>	<b>1,2</b>	<b>1,5</b>	<b>0,7</b>	<b>1,0</b>	<b>0,9</b>
<b>Amérique latine et Caraïbes</b>	<b>6,2</b>	<b>4,7</b>	<b>2,9</b>	<b>2,8</b>	<b>1,2</b>	<b>-0,5</b>	<b>-0,6</b>
<b>Amérique centrale (9 pays)<sup>c</sup></b>	<b>4,1</b>	<b>4,4</b>	<b>4,0</b>	<b>3,8</b>	<b>4,0</b>	<b>4,4</b>	<b>3,9</b>
<b>Amérique latine (10 pays)<sup>d</sup></b>	<b>6,7</b>	<b>5,0</b>	<b>2,6</b>	<b>3,2</b>	<b>0,6</b>	<b>-1,7</b>	<b>-1,9</b>

*Source* : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), d'après les chiffres officiels.

<sup>a</sup> Chiffres provisoires.

<sup>b</sup> Prévisions.

<sup>c</sup> Costa Rica, Cuba, République dominicaine, El Salvador, Guatemala, Haïti, Honduras, Nicaragua et Panama.

<sup>d</sup> Argentine, République bolivarienne du Venezuela, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Paraguay, Pérou, État plurinational de Bolivie et Uruguay.